



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Consultation N° HMN25A06SRV du 14/04/2025

Appel d'offres Ouvert

(En application des articles L2124-1, R2124-2 1° du code de la commande publique)

Objet : Prestations de nettoyage et/ou bio nettoyage des locaux des hôpitaux du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Sommaire

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
ARTICLE 3. CLAUSE DE REEXAMEN.....	5
ARTICLE 4. DEVELOPPEMENT DURABLE.....	6
ARTICLE 5. ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS	6
ARTICLE 6. COMMANDES	7
ARTICLE 7. MODALITES DE REGLEMENT	8
ARTICLE 8. PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES.....	9
ARTICLE 9. contrôle – SUIVI DU MARCHÉ.....	10
ARTICLE 10. OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	11
ARTICLE 11 : PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE.....	26
ARTICLE 12 : CONFIDENTIALITE	26
ARTICLE 13 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	27
ARTICLE 14 : GREVES	29
ARTICLE 15 : REUNION DE MISE EN PLACE DU MARCHÉ	29
ARTICLE 16 : SOUS TRAITANCE.....	29
ARTICLE 17 : PENALITES.....	30
ARTICLE 18 : RESPONSABILITE - ASSURANCES	36
ARTICLE 19 : RESILIATION.....	37
ARTICLE 20 : REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICAIRE	38
ARTICLE 21: LITIGES.....	39
ARTICLE 22 : NANTISSEMENT ET CESSIONS DE CREANCE	40
ARTICLE 23 : RETENUE DE GARANTIE- CAUTIONNEMENT	40
ARTICLE 24 : AVANCE FACULTATIVE.....	40
ARTICLE 25 : TRANSFERT D’ACTIVITE	40
ARTICLE 26 : DEROGATIONS.....	40
ANNEXES AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES	41

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

1.1 Objet

Le marché a pour objet les prestations de nettoyage et/ou bio nettoyage des locaux du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

L'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris est un établissement public de santé dont fait partie le groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor composé des sites Henri Mondor, Albert Chenevier, Emile Roux, Dupuytren et Georges Clemenceau.

Henri Mondor
1, rue Gustave EIFFEL 94000 Créteil
Albert Chenevier
40, rue de Mesly 94 000 CRÉTEIL
Emile Roux
1, avenue de Verdun, 94 450 LIMEIL BREVANNES
Dupuytren
1, avenue Eugène Delacroix, 91 210 DRAVEIL
Georges Clemenceau
1, cité Georges Clémenceau, 91 750 CHAMPCUEIL

La présente consultation concerne tous les sites.

1.2 Forme

La présente consultation vise la conclusion d'un appel d'offres ouvert.

Le marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande au sens des articles R. 2162-2 et R. 2162-13, R. 2162-14 du code la commande Publique.

Le marché est conclu à prix unitaire en application de l'article R.2112-6 1° du code la commande Publique.

En application de l'article R.2162-4 du code de la commande publique, le marché est conclu avec un montant minimum et avec un montant maximum.

La personne publique s'engage pour un montant minimum qui correspond à 25 % au montant total de l'offre.

Le titulaire s'engage sur un montant maximum annuel représenté par 120 % valorisé au niveau de son offre sur la durée totale du marché.

Si le montant maximum du marché est atteint, le marché sera résilié de plein droit et sans indemnité.

1.3 Durée

Le marché prendra effet pour une durée de 48 mois à compter du 31/01/2026 pour les lots 3,4 et 5. Et à compter du 01/02/2026 pour les lots 1 et 2. Au terme de ces délais, ils tomberont d'eux-mêmes sans dénonciation.

Le marché pourra être résilié sans indemnités à la seule initiative du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor dès lors qu'un marché central aura été notifié.

En tout état de cause, les bons de commandes émis dans le délai de validité du marché pourront être honorés postérieurement au terme de validité du marché et ce, pendant une durée maximale de 2 mois après le terme du marché.

1.4 Définition de la prestation

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans chaque acte d'engagement et dans chaque Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes.

1.5 Variante

Ce marché ne comporte aucune variante.

Aucune variante ne pourra être proposée par le titulaire en cours de marché.

1.6 Décomposition en lots

Le marché se décompose en 5 lots répartis de la manière suivante :

Lot n° 1– Prestations de nettoyage et/ou bio nettoyage des locaux du site Henri Mondor

Lot n° 2 – Prestations de nettoyage et/ou bio nettoyage des locaux du site Albert Chenevier

Lot n° 3 – Prestations de nettoyage et/ou bio nettoyage des locaux du site Emile Roux

Lot n° 4 – Prestations de nettoyage et/ou bio nettoyage des locaux du site Dupuytren

Lot n° 5 – Prestations de nettoyage et/ou bio nettoyage des locaux du site Georges Clemenceau

ARTICLE 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement, son annexe financière et l'annexe relative à la clause sociale pour chaque lot datés et signés électroniquement par le titulaire,

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n° HMN25A06SRV et ses annexes,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n° HMN25A06SRV et ses annexes pour chaque lot,
- Les annexes « Cadre de réponses techniques et développement durable » du cahier des clauses techniques particulières pour chaque lot,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services, en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence, document non joint mais réputé être connu du titulaire ;
- Tout document déposé avec l'offre,
- Les bons de commande établis par le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor au fur et à mesure de leur émission.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté, et réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution, ne sera admise.

ARTICLE 3. CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié notamment dans les cas suivants : le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor se réserve la possibilité d'ajouter et de retirer des bâtiments ainsi que de modifier le nombre de passages.

- En cas d'évolution législative, normative entraînant un réajustement significatif s'il y a lieu, des prestations à effectuer. Ce réajustement significatif fera l'objet d'une appréciation par le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor en fonction de l'économie générale qui en résulterait d'une part, sur le plan qualitatif, en termes de continuité dans l'exécution contractuelle du présent marché et d'autre part, au regard des contraintes budgétaires de celui-ci. La formalisation le cas échéant, se fera par la contractualisation à l'appui, d'un acte modificatif ;
- En cas de disparition d'un indice de variation des prix : dans l'hypothèse où aucun indice ne serait préconisé par l'organisme de publication, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par une modification du marché après accord de chacune d'entre elles. La formalisation le cas échéant, se fera par la contractualisation à l'appui, d'un acte modificatif ;
- En cas de fermeture partielle d'un site présent dans le marché, le Titulaire s'engage à appliquer une moins-value sur la facturation du site concerné, en appliquant les prix au m²/mois présents dans l'annexe financière du site concerné ;
- En cas d'un ajout d'un site au marché, le titulaire s'engage à appliquer les coûts des prestations à la demande pour les prestations nouvelles.

CCAP HUHM	Cahier des clauses administratives particulières n°HMN25A06SRV du 14/04/2025	5/46
-----------	--	------

ARTICLE 4. DEVELOPPEMENT DURABLE

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable. Ces éléments sont définis dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

ARTICLE 5. ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS

5.1 Contenu du prix

Les prix du présent marché comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution de la prestation.

Les prix de règlement s'entendent comme des prix nets TTC au taux de TVA en vigueur au jour du règlement de la prestation. Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Le titulaire certifie que les prix et tarifs de référence stipulés à l'acte d'engagement et figurant dans l'annexe financière, n'excèdent pas ceux du tarif pratiqué pour l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à fournir au Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor toutes les justifications permettant de vérifier cette conformité.

5.2 Révision de prix

Les prix du présent marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise des offres, appelé mois zéro (M0).

Les prix sont révisés annuellement à la date d'anniversaire du début de marché par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$Cn = 0.15 + 0.85 (I_n / I_0)$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision
- Indice I₀ : valeur de l'index de référence au mois zéro.
- Indice I_n : valeur de l'index de référence au mois n.

L'index de référence I, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est le suivant :

Code	Libellé
010766460	Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) CPF81.21 / Nettoyage courant /

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois du dernier index connu au moment de la nouvelle période d'application de la formule.

Les prix ainsi révisés seront invariables pendant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule.

Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Si l'indice servant de référence à la mise en œuvre de la formule de révision de prix venait à être changé ou à disparaître pendant la période d'exécution du présent contrat, les parties conviennent de lui

substituer l'indice préconisé par l'organisme qui a créé l'ancien indice, en utilisant le coefficient de raccordement qui s'y rattache.

Si aucun indice n'est prévu par l'organisme ci-dessus mentionné, les parties s'engagent à rechercher d'un commun accord un indice qui pourrait lui être substitué ayant des caractéristiques approchantes sans que l'application de ce nouvel indice n'entraîne un bouleversement de l'économie du contrat, ni une remise en cause des conditions de la mise en concurrence des soumissionnaires au présent marché.

Dans ce dernier cas, la mise en œuvre du nouvel indice nécessite la passation d'un acte modificatif au marché.

Le titulaire aura la charge de fournir sa facturation révisée.

Tous les éléments nécessaires au calcul de la révision de prix seront produits à l'appui de la facture de révision par le titulaire (copies des indices publiés au Moniteur ou de l'INSEE connus à la date de révision).

La révision des prix donnera lieu à l'établissement de nouvelles annexes par le titulaire, qui serviront de base à la facturation de la période suivante.

Conformément à l'article 10.2.3 du C.C.A.G. – F.C.S, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

5.3 Application des prix

Les prix indiqués dans l'acte d'engagement du titulaire seront appliqués sur les surfaces **réellement** nettoyées et ayant fait l'objet d'un bon de commande ou ordre de service.

5.4 Clause de sauvegarde

Si l'augmentation du prix annuelle résultant de la révision est supérieure à **3%**, l'AP-HP se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 6. COMMANDES

6.1 Bon de commande

L'exécution de la prestation du présent marché est subordonnée à l'émission de bons de commandes par la Direction des Achats, des Services économiques et Logistique du groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Les commandes correspondant aux prestations régulières quotidiennes des services et les commandes complémentaires spécifiques mais régulières (récurrentes) des services donneront lieu à un ou plusieurs bons de commande mensuels certains mois.

La commande prendra en compte les surfaces réellement traitées sur le mois à venir déduite des surfaces fermées pour une période supérieure à 5 jours au prorata du nombre de jour de non intervention.

La commande du mois intégrera en déduction les surfaces des chambres non traitées du fait d'un isolement du mois précédent au prorata de jour de non intervention. Ne seront prise en compte que les chambres en isolement d'une durée supérieure à 5 jours.

La commande intégrera au prorata du nombre de jour d'activité les remises en état sur la base des surfaces et des zones.

Les commandes spécifiques (non récurrentes) donneront lieu à un bon de commande spécifique.

CCAP HUHM	Cahier des clauses administratives particulières n°HMN25A06SRV du 14/04/2025	7/46
-----------	--	------

Les prestations imprévues au marché doivent obligatoirement faire l'objet d'un devis qui sera suivi d'un bon de commande, lequel conditionne le paiement du prestataire.

La commande mentionnera la référence du devis préalablement accepté, si besoin.

Ils seront échelonnés et émis au fur et à mesure des besoins.

6.2 Contenu du bon de commande

Les demandes de prestation seront établies au moyen d'un bon de commande qui sera signé par le Directeur des Achats, Services Economiques, de la Logistiques et de la Transformation du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor ou son représentant et transmis au titulaire par mail doivent mentionner très précisément :

- La référence du marché ;
- Le numéro du bon de commande du Groupe Hospitalier Universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor ;
- L'objet détaillé de la commande (conformément aux différentes prestations prévues dans l'acte d'engagement de chacun des lots) ;
- Le prix (HT, TTC et TVA) en référence au prix contractuel comme mentionné à l'annexe financière de l'acte d'engagement ;
- La période d'exécution et lieux d'exécution de la prestation.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès la notification du marché afin de permettre l'exécution de la prestation à la date de début du marché pour les 5 lots.

La durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder de 2 mois au-delà de la date de fin du marché.

Si la société titulaire du marché est située dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire du marché sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intracommunautaires de l'AP-HP : FR95267500452.

ARTICLE 7. MODALITES DE REGLEMENT

L'administration se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter les montants au compte bancaire ou postal indiqué à l'acte d'engagement, une fois les prestations réalisées et validées.

Les règlements ont lieu, à terme échu, après constat du service fait, pour les prestations dans les conditions suivantes :

7.1 – Remise et acceptation des factures

Une facture est établie pour chaque commande après constat du service fait.

Le titulaire remet chaque facture en 1 exemplaire, en précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du marché et en donnant tous les éléments de détermination de ces sommes au format dématérialisé sur le site : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Avec le n° SIRET de l'APHP 267 500 452 000 11

Portail CP 2017

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

CCAP HUHM	Cahier des clauses administratives particulières n°HMN25A06SRV du 14/04/2025	8/46
-----------	--	------

7.2 –Modalités complémentaires de règlement des comptes

Chaque facture comportera les mêmes indications que celles qui figurent sur le marché :

- nom et adresse du créancier ;
- code du site hospitalier ;
- n° de son compte bancaire ou de son C.C.P. tel que précisé sur l'acte d'engagement ;
- les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le code APE ;
- le numéro de marché ;
- le n° de la facture ;
- le(s) numéro(s) de bon(s) de commande et leur(s) date(s) ;
- la désignation explicite des prestations facturées ;
- les prix de références du marché ;
- le montant total hors taxe de la facture ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le montant total toutes taxes comprises de la facture ;
- la date de la facture.

ARTICLE 8. PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

8.1 – Paiement

L'exécution du marché sera financée par le budget du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique selon les dispositions de l'article R.2192-11 du Code de la commande publique relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement des marchés publics.

Ainsi, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la date de réception de la facture par le Service Facturier.

L'administration se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter les montants au compte bancaire ou postal indiqué à l'acte d'engagement.

Le Comptable assignataire des paiements est Monsieur Le Directeur Spécialisé des Finances Publiques pour l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

Le défaut de paiement dans les délais, ne permet pas au prestataire la suspension de la prestation, objet du présent marché.

8.2 – Intérêts moratoires

En application des dispositions de l'article R.2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, à compter du jour d'expiration du délai de 50 jours, au bénéfice d'intérêts moratoires.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires applicables est le taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations de refinancement majoré de 8 points.

Conformément aux articles R.2192-35 et R.2192-36 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et

l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 9. contrôle – SUIVI DU MARCHÉ

9.1 Contrôle

Dans le mois qui suit le début de l'exécution du marché, le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor met en place une procédure, comprenant un ensemble de grilles d'évaluation, propre au Groupe Hospitalier en lien avec le titulaire (modèle joint en annexes du CCTP : grilles contrôles de bionettoyage) qui servira de base aux contrôles contradictoires réalisés à la demande des établissements, au minimum, mensuellement avec le personnel d'encadrement de l'entreprise et à l'application éventuelle des pénalités prévues à l'article 17.

Les contrôles contradictoires sont aléatoires, ils sont programmés par le représentant de l'établissement et menés conjointement avec un représentant du titulaire du marché.

En cas d'absence du titulaire, ses résultats lui sont opposables.

Les responsables de chaque site concerné se réservent le droit de contrôler à tout moment la bonne exécution des prestations du titulaire par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée sans que cela présente un caractère contradictoire.

9.2 Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation donnera lieu à l'émission d'une fiche d'évènement indésirable suivant la procédure prévue par le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Une copie sera communiquée au titulaire ; celui-ci devra répondre dans le délai imparti par l'établissement de 48 heures en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée au responsable hospitalier chargé du suivi de la prestation.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, à la non-réponse aux fiches ou à la non amélioration de la prestation, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

La Commission Locale d'Appréciation des Offres du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor sera saisie de ces difficultés et elle pourra tirer toute conséquence sur les éventuelles candidatures du titulaire à tout appel d'offres publié du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Après une seconde lettre de mise en demeure, le marché sera résilié aux torts du titulaire, conformément à l'article 41 du CCAG-FCS, c'est à dire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

Le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor se réserve également le droit de résilier le marché aux torts du titulaire dans les conditions prévues aux articles 40 et 41 du CCAG-FCS.

9.3 Insertion de prestations nouvelles

Le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor se réserve le droit de retirer des prestations ou d'acquérir auprès du titulaire retenu des prestations de services nouvelles qui ne seraient pas identifiées à ce jour ; elles seront introduites au marché par voie d'acte modificatif.

CCAP HUHM	Cahier des clauses administratives particulières n°HMN25A06SRV du 14/04/2025	10/46
-----------	--	-------

9.4 Opérations de vérification

Les vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées par un représentant du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor au moment même de l'exécution de service dans les conditions prévues aux articles 27-1 et 28 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les opérations de contrôle ont pour objet de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du contrat.

Un cahier de liaison est ouvert par le titulaire dans chaque bâtiment public où il intervient au titre du présent marché. Il permet au titulaire et au Maître d'Ouvrage d'inscrire leurs observations et demandes.

Il est utilisé pour assurer la vérification d'assiduité de personnes ou éventuellement du respect de l'effectif.

9.5 Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG FCS.

ARTICLE 10. OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

10.1 Dispositions réglementaires

10.1.1 Obligation de l'entreprise quant au personnel

Les travaux seront exécutés sous l'entière responsabilité du titulaire qui devra se conformer strictement :

- Aux prescriptions des Cahiers des Clauses Administratives et Techniques Particulières pour l'exécution des prestations ;
- Au règlement intérieur des Hôpitaux universitaires du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor ;
- Aux textes réglementaires parus ou à paraître relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions du travail dans l'entreprise et notamment ceux qui ont trait à la prévention, l'hygiène et à la sécurité du personnel.

Aux textes et lois relatifs aux :

- Conditions d'entrée et de séjour des étrangers ;
- A l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile ;
- A la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité ;
- Au renforcement de la lutte contre le travail clandestin et l'immigration ;
- Au travail clandestin ;
- Au renforcement de la lutte contre le travail illégal ;
- A la sécurité intérieure ;
- Au code du travail ;
- A la Convention collective nationale des entreprises de propreté ;
- Aux textes réglementaires parus ou à paraître relatifs à l'hygiène alimentaire pour le lot 2.

CCAP HUHM	Cahier des clauses administratives particulières n°HMN25A06SRV du 14/04/2025	11/46
-----------	--	-------

Le titulaire doit veiller à ce que la proportion des travailleurs d'aptitude restreinte et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie, employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché soit conforme à la réglementation en vigueur.

Le titulaire doit faire bénéficier tout son personnel de toutes les lois sociales en vigueur ou à intervenir pendant la durée du marché.

L'exécution des prestations se fait dans le respect des normes et règlements en cours et à venir.

S'il apparaît que l'entreprise n'a pas procédé aux vérifications qu'un responsable de recrutement normalement avisé mettrait en œuvre pour l'emploi d'une qualification déterminée et qu'il en résulte un préjudice pour l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, sa responsabilité peut être engagée.

10.1.2 Obligation de l'entreprise quant à la reprise du personnel

Le titulaire est tenu à une **obligation de reprise du personnel** actuellement affecté à l'exécution du marché en cours, selon la réglementation en vigueur, les conventions collectives – notamment l'annexe VII à la convention collective nationale (avenant n°1 du 27/02/1991) - ainsi que des règles d'usage de la profession.

Le titulaire s'engage à produire, à la Direction des Achats, des Services économiques et Logistiques du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, 12 mois avant la fin du marché, l'annexe 2 du présent CCAP dûment complétée (conformément à l'annexe VII de la convention collective).

En cas de défaillance constatée ou de non-respect des délais impartis, le titulaire encourt une pénalité telle que prévue à l'article 17 du présent CCAP.

10.1.3 Obligation de l'entreprise quant aux visites médicales réglementaires.

Le titulaire s'engage à soumettre le personnel, exerçant ses fonctions au sein de l'hôpital, à une visite médicale à la prise de fonction et au minimum tous les 5 ans, ainsi qu'aux radiographies pulmonaires et vaccinations prévues par la réglementation en vigueur pendant la durée du marché.

Ceci notamment en regard :

- Du Code de la Santé Publique, Article L 3111-4, des recommandations formulées par le Comité Technique des vaccinations et approuvées par les Conseil Supérieur d'Hygiène Publique et Haut Conseil de la santé publique en France ;
- De la Convention collective nationale des entreprises de propreté du 1er juillet 1994. Etendue par arrêté du 31 octobre 1994 JORF 5 novembre 1994.

Ces prescriptions sont applicables à l'équipe permanente et aux personnels de remplacement.

La vaccination contre l'hépatite B est obligatoire pour les agents travaillant auprès des patients ou pouvant être en contact avec des déchets hospitaliers ou aiguilles ou liquides biologiques « trainants ». Les divers examens, épreuves et vaccinations ci-dessus visés sont à la charge du prestataire. Il devra également fournir à la demande de l'administration, la preuve que les prescriptions du présent paragraphe ont été respectées.

De plus, compte tenu de la spécificité du cadre de travail hospitalier, la direction de l'établissement peut demander toute visite médicale ou vaccination qu'il estimerait souhaitable.

Le prestataire s'engage à inciter son personnel à la vaccination antigrippale et à faciliter l'accès de son personnel aux centres de vaccinations de l'établissement.

Le prestataire s'engage à fournir toutes les aptitudes médicales de ses personnels, une fois par an, compte tenu des conditions d'exercice en milieu hospitalier et des risques inhérents. Cette périodicité attendue, supérieure au droit commun peut-être pénalisée en cas de manquement.

CCAP HUHM	Cahier des clauses administratives particulières n°HMN25A06SRV du 14/04/2025	12/46
-----------	--	-------

10.1.4 Clauses sociales : actions d'insertion

10.1.4 .1 L'engagement d'insertion

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable aux lots 1,2,3,4 et 5 du présent marché.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics visés :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- Les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit ;
- Les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage) ;
- Les personnes percevant une pension d'invalidité ;
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C) ;
- Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2^{ème} chance » ;
- Les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet ;
- Les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire/régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire ;
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de, en fonction des lots concernés, la Plaine Centrale Initiatives ou Avenir Initiatives, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

CCAP HUHM	Cahier des clauses administratives particulières n°HMN25A06SRV du 14/04/2025	13/46
-----------	--	-------

Nombre d'heures d'insertion à réaliser par année d'exécution du marché	
Lot n° 1– Prestations de nettoyage et/ou bio nettoyage des locaux de l'hôpital Henri Mondor	Lot 1 : 22 050 heures
Lot n° 2 – Prestations de nettoyage et/ou bio nettoyage des locaux de l'hôpital Albert Chenevier	Lot 2 : 4 922 heures
Lot n° 3 – Prestations de nettoyage et/ou bio nettoyage des locaux de l'hôpital Emile Roux	Lot 3 : 2 531 heures
Lot n° 4 – Prestations de nettoyage et/ou bio nettoyage des locaux de l'hôpital Dupuytren	Lot 4 : 1720 heures
Lot n° 5– Prestations de nettoyage et/ou bio nettoyage des locaux de l'hôpital Georges Clemenceau	Lot 5 : 1900 heures

Précision sur la reprise de personnel.

Si le titulaire est soumis à la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011, il est tenu de reprendre tout ou partie des salariés en application l'article 7 de ladite convention.

Le nombre d'heures de travail réalisées par les salariés transférables n'est pas comptabilisé pour déterminer le nombre d'heures d'insertion, tel qu'indiqué ci-dessus, à réaliser par le titulaire. En conséquence, le nombre d'heures d'insertion à réaliser par le titulaire est pondéré de façon à prendre en compte le nombre d'heures de travail des salariés transférables selon la formule prévue ci-dessous :

$$P = 1 - [(S * C) / (A / N)]$$

P = Pondération. Ce coefficient est à appliquer au nombre d'heures d'insertion pré-cité.

S = Nombre d'heures effectuées sur le marché, avec horaire habituel, sur un mois, par les salariés transférables tel qu'indiqué sur l'annexe 1 de l'article 7 de la convention nationale précitée.

C = Coefficient de transformation des heures en volume financier. Coefficient de 25 établis par la branche Propreté et basé sur 20 euros / heure et 80% de masse salariale, soit $20/80 * 100$.

A = Le montant total du marché pour la période.

N = Durée du marché en nombre de mois.

Le nombre d'heures d'insertion à réaliser (pré-cité) est donc multiplié par P, soit :

- Lot 01 – 22 050xP
- Lot 02 – 4 922xP
- Lot 03 – 2 531xP
- Lot 04 – 1720xP
- Lot 05 – 1900xP

Le candidat retenu, dès qu'il dispose du nombre d'heures de travail effectuées par les salariés transférables, fait connaître à l'Acheteur le nombre d'heures d'insertion qu'il s'engage à réaliser, après application de la pondération, ainsi que les bases de calcul afin que le pouvoir adjudicateur procède à la vérification de l'exactitude de l'engagement pris.

Si le nombre d'heures d'insertion obtenu après l'application du taux de pondération est inférieur à 150 heures par année d'exécution de marché, la clause sociale ne s'applique pas.

Dans ce cas, le titulaire est néanmoins fortement invité à réserver à des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (cf. publics éligibles), tout poste vacant (vacances d'une durée minimum de 3 mois) sur le marché, et à solliciter la Plaine Centrale Initiatives ou Avenir Initiatives en fonction des lots concernés pour l'accompagner dans cette action.

10.1.4.2 Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de la Plaine Centrale Initiatives ou Avenir Initiatives, en fonction des lots concernés, pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après.

✓ 1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec la Plaine Centrale Initiatives ou Avenir Initiatives en fonction des lots concernés.

✓ 2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification

✓ 3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

10.1.4.3 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'Acheteur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par la Plaine Centrale Initiatives (lots 1,2 et 3) et par Avenir Initiatives (Lots 4 et 5).

POUR LES LOTS N°1, N°2 et N°3 :

Responsable - Secteur Clauses d'insertion
Plaine Centrale Initiatives

CCAP HUHM	Cahier des clauses administratives particulières n°HMN25A06SRV du 14/04/2025	15/46
-----------	--	-------

POUR LES LOTS N°4 ET N°5 :

*Chargé de projets Achats Socialement Responsables
Facilitateur clause d'insertion*

AVENIR INITIATIVES

*PLIE Intercommunal Nord Essonne
EEP Equilibre
64, Grande Rue
91 260 Juvisy-sur-Orge*

Dans ce cadre, la Plaine Centrale Initiatives (lots 1,2 et 3) et Avenir Initiatives (Lots 4 et 5) ont pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et, en fonction des lots concernés, la Plaine Centrale Initiatives ou Avenir Initiatives) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

10.1.4.4 Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par la Plaine Centrale Initiatives (lots 1,2 et 3) et par Avenir Initiatives (Lots 4 et 5) à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à la Plaine Centrale Initiatives (lots 1,2 et 3) et à Avenir Initiatives (Lots 4 et 5) de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

A la demande de l'acheteur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur et aux destinataires de, en fonction des lots concernés, la Plaine Centrale Initiatives ou Avenir Initiatives.

CCAP HUHM	Cahier des clauses administratives particulières n°HMN25A06SRV du 14/04/2025	16/46
-----------	--	-------

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 17 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer l'acheteur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, en fonction des lots concernés, la Plaine Centrale Initiatives ou Avenir Initiatives étudieront avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

10.1.4.5 L'insertion à l'issue du marché

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire doit répondre à toute demande relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément à l'article 8.1.4.4 « Les modalités de contrôle de l'action d'insertion » du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Un tuteur sera nommé pour l'accueil et le suivi du candidat en entreprise.

Au cours de la prestation, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

10.1.5 Obligation de l'entreprise quant au personnel et à l'exécution des prestations

Dispositions générales

Le présent marché comporte une obligation de résultat et justification de moyens.

Il appartient au titulaire de mettre tout en œuvre pour atteindre les résultats escomptés.

Par ailleurs, il lui revient également de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer les prestations exigées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières en veillant au respect des fréquences minimales et respect des contraintes pour le secteur restauration imposées pour chacun des lots, bâtiments, locaux et zones décrites dans le CCTP et de mettre en place les effectifs nécessaires à une bonne exécution de la prestation.

L'identité des agents sera communiquée par écrit au Directeur des Achats, Services Economiques et de la Logistiques et de la Transformation, ou son représentant dument désigné, ainsi que tout mouvement, remplacement, congé ou détachement d'agent.

Les fiches de postes actualisées devront être fournies au cours du premier mois d'exécution du marché et à chaque changement d'agent.

Le titulaire devra fournir à la personne publique la liste nominative du personnel employé sur les sites à compter de la date de début d'exécution des prestations et ceci pour les différents lots.

Cette liste devra détailler l'affectation de chaque agent par service ainsi que le nom du responsable du service d'affectation et la quotité de travail. Tout changement d'affectation devra faire l'objet d'une information aux responsables du pôle Environnement dûment désignés pour l'ensemble des lots. Cette liste sera tenue à **jour trimestriellement ou dès ajout ou changement de personne pour une période supérieure à quinze jours.**

Le personnel d'encadrement devra être en nombre suffisant, non œuvrant et formé au management pour assurer la bonne exécution des prestations.

En cas d'absence d'un agent d'exécution, il sera remplacé par un agent de qualification équivalente ou ayant acquis la formation des procédures dans les zones de son affectation. Chaque nouvel agent sera

présenté aux référents de la Direction des Achats, des Services économiques et de la Logistique dument désignés par l'encadrement du prestataire qui remettra le certificat d'aptitude médicale. Par ailleurs l'agent sera présenté lors de sa prise de poste au cadre du service où il est affecté par le(la) chef d'équipe.

L'encadrement du prestataire doit connaître à tout moment le positionnement de ses agents sur les sites. **L'encadrement du prestataire doit rencontrer le cadre logistique de pôle ou son représentant de service, de préférence avec un représentant du pôle environnement, régulièrement, après prise de rendez-vous.**

Le titulaire est responsable de ses employés en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des travaux, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses préposés.

L'entreprise devra fournir, dès le 1^{er} mois de l'exécution du marché, un plan de prévention écrit en vue du respect des prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité. Le défaut de transmission pourra être sanctionné par des pénalités. Ce plan sera élaboré en commun avec les représentants dument désignés par la Direction des Achats, des services économiques et de la Logistique du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor selon le décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail. Une copie de ce plan de prévention sera adressée au Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor – Direction des Achats des Services économiques et de la Logistique.

Une visite d'inspection commune préalable à la mise en œuvre du marché devra être effectuée, en application de l'article R 4511-1 du Code du Travail.

Afin d'assurer la coordination dans l'enceinte du ou des sites du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor le ou les sites organiseront avec les représentants de l'entreprise prestataire **au moins tous les trois mois**, des inspections et/ou réunions périodiques. En l'absence de réunion ou d'inspection, l'entreprise aura la possibilité de demander lorsqu'elle l'estime nécessaire pour la sécurité de son personnel, au représentant du site d'organiser de telles réunions ou inspections.

L'encadrement devra être joignable sur le site durant les plages horaires d'intervention –horaires définis dans le CCTP pour chacun des lots (téléphone, mails) dont le numéro et adresse seront communiqués à la Direction des Achats, des Services économiques et de la Logistique.

Par ailleurs, les postes téléphoniques de l'encadrement sur le site devront être équipés de répondeur.

L'encadrement devra pouvoir organiser une intervention urgente et immédiate à la demande de l'établissement.

Le prestataire sera dans l'obligation d'affecter en permanence à la disposition du site un agent de maîtrise nommément désigné responsable de l'encadrement du personnel et du mode d'exécution des clauses du marché pour chacun des lots.

Ce poste sera occupé par un responsable de site présent pendant toute la durée des prestations du personnel.

Le nom et la qualité de cet agent devront être communiqués à la Direction des Achats, des Services économiques et de la Logistique qui pourra éventuellement, sur argumentation étayée, le récuser.

En raison des contraintes de plages horaires, le nom de son remplaçant devra aussi être communiqué à l'administration.

10.1.6 Badges / Tenues

L'ensemble des personnels de l'entreprise devra être muni, de manière visible, d'un badge d'identité **avec photo** et portant le logo du prestataire.

CCAP HUHM	Cahier des clauses administratives particulières n°HMN25A06SRV du 14/04/2025	18/46
-----------	--	-------

Le personnel de l'entreprise devra effectuer son travail dans une tenue correcte, propre et adaptée, mise à disposition et entretenue par le titulaire du marché, les chaussures devront être adaptées à la sécurité.

Aucun agent, encadrement compris, ne sera admis dans les services, s'il n'est pas revêtu de sa tenue de travail, s'il ne porte pas son badge, si sa tenue est sale, incomplète et non conforme aux règles d'hygiène hospitalières.

L'entretien des vêtements professionnels est pris en charge par l'employeur. Il ne pourra être effectué dans l'enceinte de l'établissement.

10.1.7 Respect des principes de la République

Le respect de la neutralité et de la laïcité : L'obligation de neutralité religieuse fait interdiction à un agent de manifester sa conviction religieuse par le port d'un signe ou d'un vêtement religieux. Ce principe vise à protéger les usagers du service de tout risque d'influence ou d'atteinte à leur propre liberté de conscience. Il trouve à s'appliquer avec une rigueur particulière dans les services publics dont les usagers sont dans un état de fragilité ou de dépendance : c'est le cas à l'hôpital.

Le fait de refuser de manière continue de se conformer aux injonctions de ses supérieurs hiérarchiques de retirer un signe ou un vêtement présentant un caractère ostensible constitue une faute disciplinaire Pour manquement à l'obligation de neutralité. (Références et textes guide APHP 2023, de la laïcité à l'Hôpital).

Le présent marché prévoit que le titulaire du marché participe de l'exécution en tout ou partie du service public hospitalier.

Par conséquent, conformément à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent marché, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitant ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent.

Cette information mentionne également les coordonnées suivantes : Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor – Direction Générale – Cellule des marchés – 1 rue Gustave EIFFEL – 94010 Créteil.

Il informe sans délai l'acheteur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance ou de sous-concession concernés.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur le met en demeure d'y remédier dans un délai qui lui est prescrit.

Si la mise en demeure est infructueuse, l'acheteur se réserve la faculté :

- Soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques

- Soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de cent euro (100 euros) par jour, puis en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

10.1.8 Discipline intérieure

Le personnel du titulaire sera soumis aux règlements concernant la discipline intérieure applicable aux agents de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris.

Il lui sera interdit d'accepter les pourboires et il lui sera interdit de fumer en dehors des pauses. Il sera tenu à l'obligation de discrétion professionnelle. Les agents de l'entreprise ne devront révéler à quiconque les faits dont ils auront eu connaissance à l'occasion de leur service.

L'utilisation du téléphone du site est interdite pour usage personnel aux agents de l'entreprise, y compris avec un kit mains libres ou écouteurs. Dans le cas où il serait constaté que les agents ont utilisé le téléphone à usage personnel, le remboursement des communications sera demandé à l'entreprise.

Le prestataire devra prendre toute mesure pour interdire à son personnel l'utilisation des téléphones portables personnels (sauf urgence vitale) et d'équipements permettant d'écouter de la musique pendant la réalisation des prestations.

Est également interdit l'usage des matériels et équipements que renferment les locaux notamment les appareils audio, vidéo, photocopieur télécopieur, matériel informatique.

L'accès aux selfs du personnel du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor ne sera pas autorisé pour le personnel du prestataire.

Le titulaire doit prendre toutes mesures utiles pour que ses employés respectent la déontologie hospitalière, observent l'obligation de secret professionnel et effectuent leur travail sans causer de gêne au fonctionnement du service public.

Avant d'entrer dans les chambres et bureaux, ils devront frapper à la porte et attendre la réponse avant de pénétrer. L'entretien en milieu hospitalier s'effectue en présence du client (patient et personnel hospitalier), ceci implique des attitudes de courtoisie, de politesse. L'organisation et le déroulement des travaux de nettoyage dans les secteurs hospitaliers devront prendre en compte l'organisation et les contraintes de l'activité hospitalière (les soins, les repas, les visites...).

10.1.9 Formation des personnels

A la prise du marché, le prestataire établit une évaluation des compétences du personnel et la transmet aux référents désignés au sein du pôle environnement de la Direction des Achats, Services Economiques et de la Logistique du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor avec l'évaluation des besoins.

CCAP HUHM	Cahier des clauses administratives particulières n°HMN25A06SRV du 14/04/2025	20/46
-----------	--	-------

La formation concerne tous les agents mis à disposition par l'entreprise.

Le prestataire réalise à ses frais des formations permettant de professionnaliser le personnel aux procédés et techniques mis en place, à la gestion des risques de l'activité mais aussi de la coactivité ainsi que l'utilisation des protections individuelles et protection des zones lors de certaines activités de nettoyage.

La formation doit être adaptée au poste occupé par l'agent et lui permettre de maîtriser les procédures de nettoyage et de bio-nettoyage au regard de la zone et des secteurs considérés.

L'ensemble des préconisations définies dans le CCTP devra être respecté concernant la formation des personnels. En cas de manquements le prestataire s'expose à l'application de pénalités.

10.1.10 Sécurité / Accidents

En matière de sécurité, le prestataire aura l'obligation de se conformer au règlement intérieur du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

- **Procédures d'accès en particulier dans les secteurs protégés en zone 4 ;**
- **Fermeture des portes ;**
- **Fermeture de l'éclairage dans les locaux vides (sauf contre-indication).**

- Accidents du travail et AES (accident d'exposition au sang)

Les accidents du travail et en particulier les cas d'exposition au sang seront signalés au chef d'équipe qui devra en informer par écrit la Direction des Achats, des Services économiques et de la Logistique du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor ou son représentant dument désigné, et ceci dans les plus brefs délais.

Tout accident doit être enregistré dans le registre d'inscription des accidents du travail du lieu dans lequel il s'est produit.

❖ Risque nosocomial

Le titulaire du marché devra indiquer dans le dossier technique la méthode de lavage et d'entretien au quotidien des bandeaux de lavage et des chiffonnettes.

Dans le cadre de la surveillance des maladies nosocomiales, l'hôpital peut à tout moment effectuer un contrôle inopiné sur la procédure d'entretien des bandeaux.

❖ Sécurité des personnels et des usagers du site

Le prestataire devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour prévenir et éviter les chutes de tiers lors d'interventions sur les sols. Le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens qu'il jugera nécessaire pour éviter toute pollution sonore.

Le prestataire tiendra, sur chaque site, à la disposition du Service Environnement, et sur simple demande verbale :

- Les fiches de données sécurité des produits utilisés ;

- Les fiches de mise en sécurité pour les opérations spécifiques, reprenant les dispositions préalables à l'exécution de l'opération et les mesures de prévention pendant l'exécution de l'opération. (ex : Procédure de mise en sécurité pour les opérations de décapage des sols...) ;
- Les attestations d'habilitation du personnel aux travaux spécifiques (CQP, CASES ...) ;
- La liste du personnel ayant suivi la formation sécurité incendie du Groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor ;
- Le nombre d'heures mensuelles et annuelles des prestations ;
- Les effectifs affectés à chaque site pour chaque lot (liste des personnels et quotité d'heures par lot) ;
- Le nom du ou des responsables ;
- Le nom des personnes affectées par service.

Le prestataire prendra à ses frais et sous sa responsabilité toutes les dispositions utiles pour garantir la protection des usagers (patients, visiteurs, personnels médicaux, utilisateurs des locaux du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor de l'environnement et de son personnel, après approbation du Service Environnement du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

10.1.11 Plan de Continuité d'Activité (PCA)

Le prestataire doit s'adapter au plan de continuité d'activité du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor et garantir la continuité de service en respectant ses obligations.

Le prestataire doit fournir son PCA dans **un délai de 15 jours** après l'entrée en vigueur du marché adapté en fonction des obligations du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor et proposer un plan économique.

10.2 Statistiques

Le candidat retenu s'engage à fournir les statistiques :

Pour les lots n°1 à :

Henri MONDOR

1, rue Gustave Eiffel

94000 CRETEIL

Nathalie ROGER

01.49.81.26.61

nathalie.roger@aphp.fr

Marie BESSON

01.49.81.42.19

Marie.besson@aphp.fr

Adam CHLOUAH

01.49.81.46.25

Adam.chlouah@aphp.fr

Pour les lots n°2 à :

CCAP HUHM	Cahier des clauses administratives particulières n°HMN25A06SRV du 14/04/2025	22/46
-----------	--	-------

Albert CHENEVIER

40, rue de Mesly

94000 CRETEIL

Nathalie ROGER

01.49.81.26.61

nathalie.roger@aphp.fr

Marie BESSON

01.49.81.42.19

Marie.besson@aphp.fr

Adam CHLOUAH

01.49.81.46.25

Adam.chlouah@aphp.fr

Pour le lot n°3 à :

Emile ROUX

1 avenue de VERDUN

94450 Limeil-Brévannes

Jérôme LETIENT

01.45.95.84.07

Jerome.letient@aphp.fr

Pour le lot n°4 à :

DUPUYTREN

1, rue Eugène Delacroix

91210 Draveil

Jacqueline ANASTASE

01 69 83 58 41

Jacqueline.anastase@aphp.fr

& Cyril BROCARD

01 69 83 64 41

Cyril.brocard@aphp.fr

Pour le lot n°5 à :

Georges CLEMENCEAU

1, avenue G Clemenceau

91 750 Champcueil

Jean-Claude DANO

01.69.23.22.75

Jean-claude.dano@aphp.fr

10.3. Dispositions relatives au marché

10.3.1 Gestion du marché

Pour éviter tout rejet de facture par le Directeur des Finances Publiques, le titulaire s'engage :

- À respecter le montant maximum déterminé au marché ;
- À une obligation de vigilance sur le cumul des bons de commande qui lui seront adressés. Lorsque ce cumul atteindra un seuil d'engagement de 70% du montant maximum du marché, le titulaire en informera sans délai par voie de courriel, le Directeur des Achats, Services Economiques et de la Logistiques et de la Transformation du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, en lui communiquant toute information utile ;

CCAP HUHM	Cahier des clauses administratives particulières n°HMN25A06SRV du 14/04/2025	23/46
-----------	--	-------

- À veiller à ce que les produits commandés soient bien référencés dans l'annexe financière de l'acte d'engagement du marché. Dans le cas contraire, il sera fait retour du (des) bon(s) de commande erroné(s) au service émetteur ;
- À informer sans délai de tout changement de raison sociale, de changement de coordonnées bancaires ou postales, de transfert de tout ou partie du marché à un autre fournisseur ou de tout autre événement de même nature intervenant durant la période d'exécution du marché. Le titulaire transmettra tout document utile afin que ces changements puissent être pris en compte et que les modifications nécessaires soient réalisées dans les meilleurs délais ;
- Dans tous les cas, et quelle qu'en soit la raison, le Titulaire s'engage à ne pas interrompre ses prestations. En cas de litige, le Titulaire en informera sans délai le groupe Hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.
- À informer le groupe Hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor en cas de changement important dans la structure de l'entreprise, entraînant ou non la création d'une nouvelle personne morale ;
- À exécuter intégralement le marché en cas d'arrêt de travail pour des faits de grève des salariés en mettant en œuvre les moyens d'organisation nécessaires, dans ce cas soumis préalablement à l'agrément écrit du Groupe Hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

En cas d'impossibilité par le titulaire d'exécuter le marché, le groupe Hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor pourra y pourvoir par tous les moyens qu'il juge utile, aux frais, risques et périls du titulaire. La durée de substitution du marché est limitée au terme du marché. Les sommes dues à ce titre sont recouvrées par le groupe Hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, par tous les moyens de droit, sauf lorsque leur montant peut être déduit des sommes dues au prestataire.

S'agissant de produits de santé pour lesquels une rupture d'approvisionnement, même temporaire, est susceptible de porter atteinte à la sécurité des patients, la mise en place de la procédure d'exécution aux frais et risques du titulaire sans résiliation du marché est immédiate sans qu'il soit prévu la notification d'une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution.

L'exécution aux frais et risques du titulaire prend effet dès réception par le titulaire du courrier l'informant de sa mise en place.

10.3.2 Les données relatives au marché

Périodicité :

A envoyer dans les 15 jours suivant la fin de chaque semestre civil.

Support : CD ou courriel

Type de fichier : EXCEL®

Dessin d'enregistrement conformément au modèle fourni dans ce même document (annexe n° 1)

Si le fournisseur est titulaire de plusieurs lots, les statistiques seront présentées lot par lot.

10.3.3 Les données relatives au personnel à reprendre (selon la réglementation en vigueur, les conventions collectives)

Afin de remplir l'obligation d'information des candidats potentiels conformément au principe d'égalité de traitement des candidats dans le cadre de la remise en concurrence liée au renouvellement du marché.

Périodicité :

Le document (annexe 2) devra être adressé par le titulaire du marché 12 mois avant la date d'échéance du marché ou à envoyer dans les 15 jours suivant la demande écrite du Directeur du Groupe Hospitalier AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor

Support : CD ou courriel

Type de fichier : EXCEL®

Dessin d'enregistrement conformément au modèle fourni dans ce même document (annexe n° 2)

10.4 Certificats

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la validité des documents, et ce sans que l'A.P.H.P. n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D8222-7 du Code du Travail, et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

En cas de non-présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les Titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

La non transmission de ces pièces expose le titulaire à la mise en œuvre des sanctions prévues aux articles 13 du présent CCAP.

Le titulaire transmettra également :

- La liste des travailleurs étrangers (tous les 6 mois)
- Un extrait du K BIS (tous les 6 mois)
- Une copie de l'attestation fiscale ou NOTI2 (tous les ans)
- Une copie de la police d'assurance de responsabilité civile (tous les ans)

10.5 Signalement d'anomalies

L'entreprise devra informer l'établissement concerné de toutes les difficultés dans l'exécution des prestations. Elle signale quotidiennement par le moyen de liaison mis en place aux gestionnaires du marché de l'établissement adhérent toutes les anomalies constatées. Ces anomalies peuvent être, notamment au niveau des sanitaires :

- Défaut de fonctionnement des équipements ;
- Dégradations diverses nécessitant l'intervention de la maintenance ;
- Défaut d'éclairage ;
- Défaut de vitrages ;
- Fuites et bouchages éventuels ;

CCAP HUHM	Cahier des clauses administratives particulières n°HMN25A06SRV du 14/04/2025	25/46
-----------	--	-------

- Vols ;
- Dégradations ;
- Pannes, etc.

Le moyen de signalement mis en place devra mentionner le secteur concerné, la localisation de la zone affectée, le type d'anomalie constatée.

Si les installations mises à dispositions du titulaire venaient à ne plus être conformes à la réglementation, le titulaire est tenu d'en informer par écrit et sans délai le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

La responsabilité du titulaire n'est pas engagée dans le cas de force majeure. Sera par exemple considérée comme cas de force majeure entraînant la résiliation, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel pour un titulaire étranger.

Dans le cas prolongé de force majeure entraînant ou risquant d'entraîner des restrictions permanentes ou prolongées dans la fourniture du titulaire, celui-ci doit proposer au Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor les mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif et organiser la poursuite des prestations minimales.

Les grèves du personnel du titulaire, ainsi que les grèves des transports en commun, même prolongées, ne sont pas considérées comme des cas de force majeure.

ARTICLE 11 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

Le titulaire remet :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France ;
- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'Acheteur.

ARTICLE 12 : CONFIDENTIALITE

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu communication, à titre confidentiel, de renseignements ou de documents quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

CCAP HUHM	Cahier des clauses administratives particulières n°HMN25A06SRV du 14/04/2025	26/46
-----------	--	-------

Ces renseignements ou documents ne peuvent pas, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître.

Si cet engagement n'est pas respecté, le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor peut prétendre à une indemnité dans la mesure du préjudice subi.

Le titulaire s'engage à ne divulguer aucune information confidentielle qui pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de l'exécution du marché et à observer la plus grande discrétion sur toutes les informations en provenance du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, quelle qu'en soit la nature et ce tant à l'égard des tiers qu'à l'égard des membres de son personnel non appelé à les utiliser ou à en avoir connaissance.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

ARTICLE 13 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ». Toute transmission de données à des tiers, qui ne serait pas conforme à la réglementation en vigueur, est formellement prohibée.

Le titulaire ne peut transmettre des données à des tiers que lorsque la loi le lui oblige.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer à ces nouvelles règles, donneront lieu à la signature d'un avenant ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale du contrat par l'acheteur.

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée en fonction du site concerné, à la Plaine Centrale Initiatives ou Avenir Initiatives.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

En fonction du site concerné, la Plaine Centrale Initiatives ou Avenir Initiatives sont responsables du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2033 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, en fonction du site concerné, la Plaine Centrale Initiatives ou Avenir Initiatives mettent en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;

- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services, en fonction du site concerné, de la Plaine Centrale Initiatives ou Avenir Initiatives ainsi qu'à leurs partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et en fonction du site concerné, la Plaine Centrale Initiatives ou Avenir Initiatives s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant en fonction du site concerné, la Plaine Centrale Initiatives ou Avenir Initiatives par téléphone ou par courrier :

POUR LES LOTS N°1, N°2 et N°3 :

Plaine Centrale Initiatives

Responsable - Secteur Clauses d'insertion

PLIE du Territoire GPSEA

Tél : 01.41.94.90.54

Portable : 06.30.95.23.68

POUR LES LOTS N°4 ET N°5 :

AVENIR INITIATIVES

Chargé de projets Achats Socialement Responsables

Facilitateur clause d'insertion

Portable : 06 31 04 19 98

PLIE Intercommunal Nord Essonne

EEP Equilibre

64, Grande Rue

91 260 Juvisy-sur-Orge

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)

3 Place de Fontenoy

TSA 80715

75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

CCAP HUHM	Cahier des clauses administratives particulières n°HMN25A06SRV du 14/04/2025	28/46
-----------	--	-------

ARTICLE 14 : GREVES

En cas d'arrêt du travail pour faits de grèves de salariés de l'entreprise affectés dans le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor pour les prestations objet du marché, le titulaire du marché sera tenu d'exécuter obligatoirement un service minimum défini avec la Direction des Achats, des Service économiques et de la Logistique, dès la notification du marché pour chacun des lots. Les interventions du prestataire dans ce cadre seront assorties d'un relevé de traçabilité.

Le prestataire devra mettre en œuvre les prestations définies indispensables au maintien de l'hygiène et de la sécurité des patients et des bâtiments selon les fréquences établies en accord avec la personne publique.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor y pourvoira par tous les moyens qu'il jugera utiles aux frais, risques et périls de l'entreprise afin d'assurer lui-même le service minimum.**

En aucun cas les mouvements de grèves des personnels du prestataire ne devront compromettre la continuité du service et perturber l'ordre public, tout manquement à ces consignes donnera lieu à des sanctions.

En cas de grève générale sur le territoire, le prestataire proposera des organisations afin d'assurer une continuité de service ou le service minimum.

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence de mise en œuvre de service minimum, validée par la Direction locale.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures restant dues.

ARTICLE 15 : REUNION DE MISE EN PLACE DU MARCHE

Le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor organisera une réunion de mise en place du marché à laquelle le titulaire est tenu de participer.

ARTICLE 16 : SOUS TRAITANCE

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC avec un opérateur économique appartenant au même secteur.

L'opérateur économique sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par le représentant de l'acheteur.

La situation des sous-traitants est régie par les articles L2193-1 à L2193-14 et R2191-6 à 7, R2191-45 et R2193 du code de la commande publique et le CCAG-FCS (notamment en ses articles 3.6 et 12).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

En application du présent marché, le titulaire peut sous-traiter les prestations de son choix, en précisant la part du marché en pourcentage dévolue au sous-traitant, dans le respect des textes

précités et après acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par l'acheteur.

ARTICLE 17 : PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalités.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable et peuvent être cumulables.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les pénalités prévues dans le cadre du présent marché se cumulent sur une période mensuelle et sont déduites de la facture mensuelle du titulaire le mois suivant le calcul des pénalités. Les défaillances sont constatées au cours des contrôles, programmés ou inopinés.

Indépendamment des pénalités de retard, l'AP-HP aura la faculté de pourvoir aux besoins du service aux frais et risques du titulaire.

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG – FCS en ce qui concerne les modalités de calcul des pénalités expressément définies. Tout autre manquement non listé se verra appliqué une pénalité dans les conditions fixées au CCAG FCS.

17.1 Pénalités en cas de non transmission de documents

Nature de la défaillance	Niveau d'acceptabilité	Pénalité
Non présentation du planning d'organisation du travail	15 jours à compter de la réunion de démarrage du marché Et actualisation à chaque modification	150 € par jour de retard
Non finalisation et ou signature du plan de prévention des risques (Co-activité + de 400h par an)	30 jours à compter du début d'exécution du marché et réactualisation annuelle à date anniversaire	200 € par jour de retard
Non finalisation et ou signature du Plan de Continuité de l'Activité (PCA)	15 jours à compter du début d'exécution du marché	200 € par jour de retard
Non fourniture des attestations fiscales et sociales demandées dans le CCAP	Tous les 6 mois.	300 € par jour de retard. La pénalité ne pourra pas excéder 10% du montant du marché ni 45 000€
Non transmission trimestrielle des documents prévus au CCTP : -la liste des zones contrôlées, la date des contrôles	A partir du 3ème mois après le début du marché puis trimestrielle	100 € par jour de retard et par document

<ul style="list-style-type: none"> - le bilan des contrôles sur la période écoulée - la liste des actions correctives menées ou en cours -le planning d'organisation prévisionnelle des 3 mois à suivre - le planning d'exécution effective de la prestation sur les 3 mois écoulés 		
---	--	--

<p>Non transmission semestrielle des documents prévus au CCTP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'état des effectifs nominatifs précisant : - Les grades et fonctions - Les services d'affectation ou pool - Les plages horaires d'intervention - Le nombre d'heures mensuelles - La situation administrative - La date de la dernière visite médicale - La répartition du nombre d'heures par bâtiment. - Le nombre d'accidents de travail sur la période. - Etat des lieux des équipements conformément à l'offre technique (maintenances préventive et curative, remplacement) - Et toutes autres informations définies dans le cadre de la réunion de mise en place du marché. 	15 jours après le début du marché et tous les semestres	200 € par jour de retard et par document
Non présentation des fiches de postes (tous grades confondus) par secteur d'affectation	30 jours à compter du début d'exécution du marché et à chaque modification des organisations impactant les fiches de postes	200 € par jour de retard
Non transmission des statistiques relatives au personnel à reprendre	10 jours à partir de la demande	150 € par jour de retard
Non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion prévues au CCAP	6 mois à compter du début d'exécution du marché et à chaque début d'année civile	60 € par heure d'insertion non réalisée

Non transmission des attestations et justificatifs permettant le contrôle de l'exécution des actions d'insertion	A compter de la mise en demeure adressée par l'Acheteur	75 € par jour de retard
Non transmission du plan de formation avec traçabilité des participants	60 jours à compter du début d'exécution du marché et à chaque début d'année civile	200 € par jour de retard
Non transmission des attestations de formation pour les agents titulaires, nouveaux arrivants et remplaçants	60 jours à compter du début d'exécution du marché et à chaque début d'année civile	200 € par jour de retard
Non transmission des Certificats d'Aptitude à la Conduite En Sécurité (CACES) en cours de validité	8 jours à compter du début d'exécution du marché et à chaque début d'année civile 8 jours à compter de la prise de poste pour chaque nouveau recruté	200 € par jour de retard
Non transmission des certificats de qualification professionnelle (CQP)	8 jours à compter du début d'exécution du marché et à chaque début d'année civile 8 jours à compter de la prise de poste pour chaque nouveau recruté	200€ par jour de retard
Non transmission des copies des permis de conduire et attestations d'assurance des véhicules	8 jours à compter du début d'exécution du marché et à chaque début d'année civile	200€ par jour de retard
Non présentation des listes de matériel et consommables conformes à la proposition de l'offre du titulaire	30 jours à compter de la notification du marché 30 jours à compter de chaque réactualisation	200€ par jour de retard
Non présentation de la liste des produits d'entretien	30 jours à compter de la notification du marché 30 jours à compter de chaque réactualisation	200€ par jour de retard
Non communication des calendriers et des justificatifs de « service fait » des remises en état	Pour chaque défaillance	50€ par constat

17.2 Pénalités pour défauts de prestation et manquements aux obligations

Nature de la défaillance	Niveau d'acceptabilité	Pénalité
--------------------------	------------------------	----------

Absence du représentant du titulaire du marché aux réunions programmées	Pour chaque défaillance	100€
Non-respect de l'obligation de désigner un responsable de site	Pour chaque défaillance	Pénalité de 5% par rapport au montant net de taxes de la facture correspondant au mois au cours duquel le manquement a été constaté
Absence d'un chef d'équipe sur l'amplitude horaire de présence des agents d'entretien (7/7)	Pour chaque défaillance hors situation exceptionnelle validée par le responsable bio nettoyage du site	200€ par constat
Non-respect des qualifications exigées dans le CCTP et / ou proposée dans l'offre technique	Pour chaque défaillance	100€ par constat
Non-respect des obligations du CCTP relatives à la tenue de travail, dont le non-respect du port d'EPI et la présence de bijoux	Pour chaque défaillance	100€ par agent et par constat
Non fourniture du badge avec photo à tous les agents du prestataire	15 jours à compter du début d'exécution du marché 8 jours à compter du jour de prise de poste pour chaque nouveau recruté / remplaçant	200€ par jour de retard
Défaut de port du badge nominatif avec photo	Pour chaque défaillance	50€ par constat individuel
Utilisation du téléphone portable (oreillette comprise) pendant l'activité de bio nettoyage ou de nettoyage	Pour chaque défaillance	100€ par constat individuel
Faute lourde : vol, agression physique ou verbale, maltraitance	Pour chaque défaillance	2 000€ par constat individuel
Ecart de comportement ayant entraîné une plainte auprès d'une direction de l'établissement.	Pour chaque défaillance	250€ par plainte si avérée
Non-respect de la réglementation relative à l'hygiène et à la sécurité	Pour chaque défaillance	Pénalité de 5% par rapport au montant net de taxes de la facture correspondant au mois au cours duquel le manquement a été constaté
Non mise en sécurité des zones en traitement (signalisation)	Pour chaque défaillance	50€ par constat

Absence de mise en sécurité d'un local (absence fermeture porte, fenêtre)	Pour chaque défaillance	100€ par constat
Perte d'un trousseau de clés, d'un passe, d'un salto	Pour chaque défaillance	50€ par trousseau de moins de 6 clefs, d'un passe ou d'un salto 250€ par trousseau de plus 5 clefs
Non-respect de la laïcité, même au sein des vestiaires	Pour chaque défaillance	100€ par constat
Non-respect des filières et consignes relatives au tri et à l'évacuation des déchets	Pour chaque défaillance	100€ par constat
Non-respect des procédures de bionettoyage validée entre le titulaire et la DASEL.	Pour chaque défaillance	100€ par constat
Non-respect des procédures (codes couleurs), de l'utilisation et du lavage des bandeaux et chiffonnettes, validés entre le titulaire et la DASEL.	Pour chaque défaillance	100€ par constat
Non-disponibilité ou non-conformité, sur site, des matériels et consommables (qualité et quantité) conformément à la description faite dans le mémoire technique du titulaire	30 jours à compter de la notification du marché Et à chaque défaillance	200€ par constat
Défaut d'hygiène des matériels et équipements de nettoyage (autolaveuse, chariots, etc.)	Pour chaque défaillance	50€ par constat
Non-conformité de l'hygiène des matériels et équipements de nettoyage lors des contrôles contradictoires	Pour chaque défaillance	100€ par constat
Utilisation d'un équipement ou matériel APHP non prévu dans le CCTP	Pour chaque défaillance	100€ par constat
Défaut d'entretien des locaux mis à disposition du prestataire	Pour chaque défaillance	200€ par constat et par local
Matériel déposé en dehors des zones de stockage ou laissé sans surveillance	Pour chaque défaillance	100€ par constat par jour
Défaut de consommables dans les sanitaires publics	A chaque défaillance (constat dans l'heure qui suit la prestation)	100 € par constat
Défaut de traçabilité aux périodes prévues dans les zones définies dans le CCTP. Tolérance : 2	Pour chaque défaillance	50 € par jour de constat par local

défauts d'émargement /30 émargements attendus		
Absence de réponse du prestataire sous 48h suite à la transmission d'une déclaration d'événement indésirable ou un OSIRIS ou d'un signalement de non-conformité	Pour chaque défaillance	50 € par jour de retard et par signalement ou OSIRIS
Remise à niveau (action correctives) non réalisée, suite à un signalement de défaut de prestation, conformément aux délais du CCTP	Pour chaque défaillance	100 € par jour de retard et par dysfonctionnement
Défaut d'identification des produits lessiviels et flaconnage inadapté	Pour chaque défaillance	50 € par constat
Sacs poubelles abandonnés à la vue de tous	Pour chaque constat non rectifié dans les 30mn	50 € par constat
Non-respect de l'évacuation des eaux usées	Pour chaque constat non rectifié	100 € par constat
Non-respect des précautions complémentaires lors de la prestation de bionettoyage (circuit, EPI, etc.)	Pour chaque défaillance	200 € par constat
Absence de prestations de nettoyage/bionettoyage des surfaces concédées	Pour chaque défaillance	100 € par constat
Non-respect du code de la route et du sens de la circulation au sein des sites	Pour chaque constat non rectifié	100 € par constat
Prestation de nettoyage/bionettoyage non réalisée dans sa globalité	Pour chaque défaillance (Hors situation exceptionnelle validée par le responsable bionettoyage du site)	250 € par constat
Non-respect des exigences de développement durable prescrites au CCTP	Pour chaque constat	250 € par constat

17.3 Pénalités dans le cadre des contrôles contradictoires

La pénalité s'applique pour chaque contrôle dont le résultat est inférieur au seuil.

Les pénalités s'additionnent et peuvent être cumulées en fin de mois, les contrôles sous le seuil seront joints au(x) courrier(s) de pénalité.

	Ecart entre le seuil obtenu et le seuil d'acceptabilité			
	0 à 5%	5 à 10%	10 à 20%	> 20%
Zone 0	25 €	50 €	75 €	100 €
Zone 1	50 €	75 €	100 €	125 €
Zone 2	75 €	100 €	125 €	150 €
Zone 3	100 €	125 €	150 €	175 €
Zone 4	125 €	150 €	175 €	200 €

17.4 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de 60 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 75 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'Acheteur.

17.5 Pénalités en cas de manquement à la réglementation pour travail dissimulé

A défaut de s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail, le titulaire, après une mise en demeure restée infructueuse pendant 10 jours francs, encourt des pénalités d'un montant égal à 250 € par jour calendaire.

La personne publique se réserve l'opportunité, en application des dispositions de l'article L8222-6 du Code du travail, d'appliquer ces pénalités ou de rompre le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités prévues, à cet article, sont applicables par simples constatations du représentant du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor de chaque établissement concerné et sont décomptées sur la facture du mois suivant celui de leur constatation.

ARTICLE 18 : RESPONSABILITE - ASSURANCES

Le titulaire est responsable du non-respect de ses obligations stipulées par le groupe hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Le titulaire est responsable de tout dommage de toute nature causé au personnel du groupe hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor aux biens et aux tiers du fait :

- De son personnel salarié en activité de travail ;
- De ses matériels ;
- De ses fournitures et de ses prestations.

À ce titre, avant tout commencement d'exécution le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et 1242 du Code Civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Le titulaire doit, à la constitution du marché, puis ultérieurement lors de chaque reconduction, justifier qu'il dispose d'un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés

aux tiers à l'occasion des prestations objet du marché, ou causés par la conduite des travaux d'entretien ou les modalités de leur exécution

Il garantit par contrat d'assurance les risques d'accidents professionnels liés à l'exécution des travaux pouvant se produire tant sur les lieux de travail que pendant les trajets et déplacements vers les sites ou requis par ses prestations au titre de missions afférentes au contrat.

De même, le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurances spécifique pour les locaux mis à sa disposition par le Maître d'Ouvrage. Cette police doit couvrir tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable notamment accident, incendie, explosion, vol, dégâts des eaux, conséquences d'un défaut.

Il doit être en mesure de produire à tout moment une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. L'Acheteur Public pourra à tout moment demander au titulaire de justifier le paiement des primes afférentes aux assurances contractées par lui ainsi que par ses sous-traitants ou cotraitants. Le titulaire s'engage à respecter la législation en vigueur en ce qui concerne les charges sociales et la rémunération des personnels. Le titulaire doit prévenir le Maître d'Ouvrage de toutes modifications dans ses qualifications et des polices d'assurances dans un délai d'un mois à compter de la date de modification.

Les clauses d'assurances initiales et celles résultant d'une modification de police sont soumises au groupe hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor qui peut demander une extension de garantie après concertation avec le titulaire.

Si, des biens privés ou publics sont endommagés par l'activité du titulaire, celui-ci doit réparation et a obligation de le signaler au groupe hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor dans les plus brefs délais. Le titulaire demeure seul responsable, sans recours auprès du Maître d'Ouvrage, de tous dommages, dégâts, vol, accident et autres sinistres causés par sa négligence, manquement dans l'exécution du contrat ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Le titulaire prend les précautions nécessaires pour éviter les accidents à son personnel et à celui du Maître d'Ouvrage ainsi qu'aux usagers fréquentant les sites.

La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par le contrat et ne se termine qu'à expiration de celui-ci. Pour tout matériel confié au personnel du titulaire, l'entretien de routine et l'usage selon les règles de l'art et de la législation restent sous la responsabilité du titulaire.

Le Groupe hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, décline toute responsabilité pour les dommages quelconques causés aux installations d'appareils, véhicules, etc. appartenant au titulaire ou aux ouvriers sur les lieux d'exécution du marché ou leurs abords. En cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance, le présent marché est résilié de plein droit et sans indemnité par l'Acheteur Public.

ARTICLE 19 : RESILIATION

Le marché peut être résilié de plein droit, au gré du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor et sans que le titulaire ou ayants-droits puissent prétendre à une indemnité quelconque :

- En cas de sous-traitance, cession, transfert du marché sans l'autorisation du groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor ;
- En cas d'incapacité, de fraudes, d'abandon des prestations de bionettoyage ou de tromperie répétitive sur la qualité d'exécution des prestations ;
- En cas de règlement judiciaire ou de faillite même si le titulaire a obtenu concordat, à moins que le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor ne préfère accepter les offres de créances pour la continuation des prestations de bionettoyage ;

- En cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R.2151-12 à R.2151-16 du code la commande publique.

En outre, le titulaire est responsable du non-respect de ses obligations stipulées par le groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Le groupe Hospitalo-Universitaire Henri Mondor pourra, si le titulaire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent CCAP ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre ses intérêts, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure.

Pour chaque mise en demeure, le titulaire est tenu de présenter ses observations dans **un délai de quinze jours**.

Sans réponse satisfaisante du titulaire, le groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor pourra alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce, conformément aux dispositions du chapitre VII du Cahier des Clauses Administratives Générales / FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor passera alors un bon de commande avec ce fournisseur. Tout surcoût qu'engendrerait cette démarche étant alors à la charge du titulaire du présent marché.

A défaut, la personne publique se réserve le droit de résilier le marché dans les formes et conditions prévues aux articles 38 à 42 du C.C.A.G.-F.C. S : notamment pour faute du titulaire en application de l'article 41 du C.C.A.G.-F.C. S et pour motif d'intérêt général en application de l'article 42 du C.C.A.G.-F.C.S.

Par ailleurs, il peut être considéré comme une faute du titulaire au sens de l'article 41 du C.C.A.G. – F.C.S. et donner lieu à une résiliation sans indemnité notamment :

- Des absences ou retards répétés du prestataire ;
- Manquement aux obligations de sécurité ;
- Utilisation de matériel et de produits ne répondant pas aux exigences de conformité et sanitaires.

En cas de non-respect de l'obligation de confidentialité/discrétion, le groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor se réserve le droit de résilier le présent marché sans préavis, par lettre recommandée avec accusé de réception, et de demander des dommages et intérêts pour le préjudice éventuellement subi.

Dans le cas où le marché est résilié, les pénalités pour retard sont appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

La résiliation devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé réception, avec un préavis de 3 mois.

ARTICLE 20 : REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

Les dispositions suivantes sont applicables en cas de redressement ou de liquidation judiciaire. Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor adresse une mise en demeure au titulaire lui demandant s'il entend poursuivre l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code

CCAP HUHM	Cahier des clauses administratives particulières n°HMN25A06SRV du 14/04/2025	38/46
-----------	--	-------

de commerce. En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court. La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un fixé par la mise en demeure adressée, par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire. La résiliation peut donner lieu à des dommages et intérêts au profit du groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Le recours administratif interrompt le délai de recours contentieux.

ARTICLE 21: LITIGES

Les différends ou litiges susceptibles de survenir en cours d'exécution du présent marché pourront être soumis au comité consultatif de règlement des litiges conformément aux dispositions des articles D.2197-15, R.2197-16 et R.2197-17 du Code la commande publique.

21.1 – Recours gracieux

Le recours gracieux est le recours que le titulaire du marché peut adresser au représentant de l'acheteur en cas de différend. Les délais de recours et de réponse de l'administration sont ceux fixés dans le CCAG/FCS.

21.2 – Recours hiérarchique

Le recours hiérarchique est le recours que le titulaire du marché peut adresser à l'autorité indiquée ci-dessous lorsqu'il entend contester la décision prise à son égard par le représentant de l'acheteur.

Le titulaire dispose alors de 2 mois pour présenter son recours hiérarchique à compter soit :

- de la décision explicite de rejet du recours gracieux,
- à l'expiration du délai de 2 mois valant décision implicite de rejet.

L'autorité qualifiée pour se prononcer sur le recours hiérarchique est :

Monsieur le Directeur Général de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris
55, boulevard Diderot
75012 Paris

Le recours administratif interrompt le délai de recours contentieux.

21.3 – Recours contentieux

Conformément à l'article R.312 - 11 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige.

Cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le Tribunal Administratif de Paris est le seul compétent. Les correspondances relatives au marché seront rédigées en français.

ARTICLE 22 : NANTISSEMENT ET CESSIONS DE CREANCE

Le nantissement ou la cession de créances afférentes au présent contrat pourra être effectué dans les formes fixées aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code la commande publique.

En application de l'article R.2191-45 du code la commande publique, l'exemplaire unique est délivré au titulaire à la demande de celui-ci et non plus systématiquement.

ARTICLE 23 : RETENUE DE GARANTIE- CAUTIONNEMENT

Le ou les fournisseurs sont dispensés du versement de la retenue de garantie et de la constitution d'un cautionnement.

ARTICLE 24 : AVANCE FACULTATIVE

Conformément aux articles R.2191-7, R.2191-9, R.2193-10, R.2193-17 à R.2193-21 Code la Commande Publique, le titulaire peut demander le versement d'une avance.

Le taux de l'avance est fixé à 5% du montant minimum du marché. Le titulaire pourra demander une avance pour tout bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et dont la durée d'exécution dépasse deux mois.

Cependant si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R 2151-13, le taux de l'avance est porté à 10%.

Le remboursement de l'avance faite au titre du forfait sera réalisé pour moitié lors du premier règlement et pour moitié lors du suivant.

L'avance faisant suite à la reconduction du marché sera établie sur la base du montant du marché faisant l'objet de la reconduction (marché reconductible ou reconduit).

L'attributaire devra expressément indiquer sur l'acte d'engagement s'il accepte ou refuse l'avance.

ARTICLE 25 : TRANSFERT D'ACTIVITE

Le titulaire s'engage à informer le Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor sans délai, de tout transfert d'activité (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc.) de nature à affecter l'exécution du présent marché.

En cas de changement important dans la structure de l'entreprise, entraînant ou non la création d'une nouvelle personne morale, le Titulaire s'engage à en informer le groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor. Un acte modificatif sera nécessaire pour la prise en compte de la nouvelle entité.

ARTICLE 26 : DEROGATIONS

L'article 2 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS relatif à l'« ordre des pièces ».

L'article 17 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge à l'article 14 du CCAG FCS relatif aux « pénalités pour retard ».

Les articles 9 et 17 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dérogent à l'article 32.1.C du CCAG FCS relatif à « la résiliation aux torts pour défaut d'acquittement des obligations ».

ANNEXES AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Consultation N° HMN25A06SRV du 14/04/2025

Annexe n°1 - Modèle souhaité pour les statistiques relatives au marché

Annexe n°2 - Modèle souhaité pour les statistiques relatives au personnel à reprendre (annexe VII)

Annexe n°3, 3Bis, 3Ter Données relatives au nombre d'agents à reprendre et à la masse salariale correspondante

Annexe n°1 : Modèle souhaité pour les statistiques relatives au marché

N° marché : _____

Hôpital _____

Nom du fournisseur : _____

Année	Mois	A) Surfaces entretenues sur le mois prestation de base en m ² global toutes zones	B) Surfaces entretenues sur le mois remises en état zone non concédées en m ² global toutes zones	Surfaces entretenues sur le mois hors A et B en m ² global toutes zones	Montant fonction bio nettoyage sur le mois en € HT	Montant fonction bio nettoyage sur le mois en € TTC

Nombre d'agents affectés à la prestation durant le mois __ : __ agents/ mois

Correspondance en équivalent temps plein :

Nombre d'heures effectuées durant le mois __ : ____ heures/ mois

Masse salariale (charges & avantages en nature compris) consacrée aux Ressources Humaines dans le mois __ : ____/ mois

(À dupliquer pour chaque mois)

Annexe n°2 - Modèle souhaité pour les statistiques relatives au personnel à reprendre (annexe VII de la convention collective)

N° marché : _____

Hôpital_____

Nom du fournisseur : _____

Données relatives au nombre d'agents à reprendre et à la masse salariale correspondante (données fournies par le titulaire sortant 12 mois avant la fin du marché)

SITE xxx
REPRISE DU PERSONNEL -

DECOMPOSITION EN FONCTION TYPE DE CONTRAT	
NOMBRE DE SALARIES EN CDI	
NOMBRE DE SALARIES EN CDD	
NOMBRE INTERIMAIRES	
APPRENTIS TRANSFERABLES	

NOMBRE D'ETP TOTAL	
---------------------------	--

NOMBRE DE SALARIES PROTEGES	
------------------------------------	--

ANCIENNETE		
ANCIENNETE AU (date de la demande)	NOMBRE DE SALARIES	
ANCIENNETE < 4ans		
4 ans <ANCIENNETE< 6ans		
6 ans <ANCIENNETE< 8ans		
8 ans <ANCIENNETE< 10ans		
ANCIENNETE > 10ans		
PYRAMIDE DES AGES		
	Homme	Femme
18 - 21 ans		
21 - 25 ans		
26 - 30 ans		
31 - 35 ans		
36 - 40 ans		
41 - 45 ans		
46 - 50 ans		
51 - 55 ans		
56 - 60 ans		
61 - 65 ans		

Quotité de travail 100% ou autres TP	Nombres d'agents concernés
100%	

MASSE SALARIALE CHARGÉE ANNUELLE DONT 13 ^e MOIS ET PRIMES DIVERSES	en euros
---	----------

RENSEIGNEMENTS SUR LE PERSONNEL																
	QUALIFICATION FEP	CONTRAT	DATE ENTREE ENTREPRISE	DATE ENTREE CHANTIER (A7)	13 ^{ème} MOIS	PRIME ANNUELLE (Vacances, agence...)	PRIMES MENSUELLES (qualités, assiduité, transport...)					PANIER REPAS	MAJORATION DIMANCHE	MAJORATION JOURS FÉRIÉS	AUTRES AVANTAGES ACQUIS	NOMBRE HEURES MENSUELLES SUR LE CHANTIER
						Vacances	Exp.	Transport	Assiduité	Responsabilité.	Produit.				Complément sal	
Exp	AQS 1 A	CDI	15/0x/199x	14/1x/199x	oui	180,00 €	5%	37,20 €	15,24 €	115,00 €	100,00 €	1,00 €	80,00%	80,00%	200.00€	151,67

1																
2																
3																
4																
5																
6																

Annexe N°3 - Données relatives au nombre d'agents à reprendre et à la masse salariale correspondante (données fournies par le titulaire sortant) Lot n°1
 (Cf. annexe jointe)

Annexe N°3 Bis - Données relatives au nombre d'agents à reprendre et à la masse salariale correspondante (données fournies par le titulaire sortant) Lot n°2
 (Cf. annexe jointe)

Annexe N°3 Ter - Données relatives au nombre d'agents à reprendre et à la masse salariale correspondante (données fournies par le titulaire sortant) Lot n°3
 (Cf. annexe jointe)

Annexe N°3 Quater - Données relatives au nombre d'agents à reprendre et à la masse salariale correspondante (données fournies par le titulaire sortant) Lot n°4
 (Cf. annexe jointe)

Annexe N°3 Quinquies - Données relatives au nombre d'agents à reprendre et à la masse salariale correspondante (données fournies par le titulaire sortant) Lot n°5
 (Cf. annexe jointe)